



*Solidaires Unitaires Démocratiques Intérieur*  
*Affilié à Solidaires Fonction Publique et*  
*à l'Union Syndicale Solidaires*

S

80 - 82 rue de Montreuil  
75011 PARIS

S

[www.sudinterieur.fr](http://www.sudinterieur.fr)

S

sud.interieur@gmail.com - Tél : 06 72 33 52 53

[www.solidaires.org](http://www.solidaires.org)

TRACT NATIONAL

JUILLET 2016

## **Un nouveau « mur des cons » ? Quand Alliance s'indigne de la liberté d'expression**

Le syndicat de police Alliance de Grenoble fait un esclandre pour une oeuvre de rue représentant métaphoriquement la violence institutionnelle accablant l'Etat de droit. Picasso l'avait fait aussi en peignant Guernica.

Il publie un tract le 26 juin 2016 dans lequel Alliance prend prétexte de cette oeuvre de rue pour faire un amalgame audacieux entre la police et la démocratie ; dénoncer une "bêtise universelle" et remettre en cause le défenseur des droits, la liberté d'opinion (1), l'action syndicale (donnant ainsi une indication sur sa conception de la République) ; invoquer indécement des blessés et des morts pour prétendre pouvoir peindre à son tour des militants syndicaux de la CGT et de Solidaires matraquant un policier au sol !

SUD intérieur ne peut pas admettre ce tract d'Alliance .

C'est de la calomnie.

Aucun délégué de Solidaires n'a de matraque et n'a frappé qui que ce soit au sol, à la différence des photos de violences policières (2) qui portent atteinte à l'institution et compromettent illégitimement la santé et la sécurité des citoyens, qu'ils soient policiers ou manifestants. La police n'est pas la démocratie et la seconde prohibe les abus de la première.

Alliance a une part de responsabilité dans cette dérive et cette surenchère qu'un artiste a illustré.

Un syndicat du ministère de l'intérieur ne doit pas se faire le porte-parole complaisant de son employeur et collaborer à la promotion d'un paradigme sécuritaire liberticide en réclamant toujours plus de textes répressifs et l'extension de l'usage des armes à feu.

Alliance peut d'autant moins crier au scandale que sa confédération a abandonné le délégué départemental de l'Isère de Synergie officiers, mis au placard pendant des années, après avoir alerté en vain sa hiérarchie sur les dysfonctionnements au sein de la PJ (laquelle a depuis défrayé la chronique judiciaire). Cet officier est toujours accablé par son administration, comme l'ont relaté le Dauphiné Libéré (3) et Médiapart (4), entre autres (5).

Alliance trouve donc plus facile de détourner l'attention de l'opinion sur des domaines hors de sa compétence, en insultant des organisations syndicales, quand les domaines qui relèvent de sa compétence l'intéressent si peu et ne provoquent aucune dénonciation efficace pour empêcher l'atteinte manifeste à l'intérêt général et à l'efficacité du service public de la police, au mépris de la sécurité du public et de la santé des agents.

Cela donne la mesure du peu de validité des cris d'orfraie d'Alliance. La publication de tracts insinuant l'illégitimité d'institutions et de droits constitutionnels - des droits de l'Homme - et ne rechignant pas à user de la calomnie sont de l'esbroufe indigne des valeurs fondamentales de la Démocratie.

SUD intérieur s'inquiète de la banalisation de tels procédés qui témoigne d'une dérive (6). Nous le dénonçons déjà dans notre tract **18 mai 2016 : policiers vous ne devez pas vous tromper d'adversaires (7)** :

"Or, certains politiques et syndicats policiers aiment à cultiver cette image d'une police mal-aimée et cultiver, par conséquent, ce malaise réellement présent chez les policiers. Et ce, pour une raison bien simple : le contrôle.

Exacerber ce sentiment victimaire, c'est exacerber le corporatisme.

**Un corporatisme qui aveugle le fonctionnaire de police**, l'empêchant de se solidariser avec le reste de la population face aux vrais problèmes de la société (destruction des droits et acquis sociaux, massacre de l'environnement, démocratie à la dérive, etc) et l'isolant, du coup, de cette même société. Bien utile pour un pouvoir qui a besoin de plus en plus d'autoritarisme pour imposer sa politique libérale et sécuritaire."

L'œuvre d'art visée par Alliance a pour but d'interroger sur une société de plus en plus liberticide. On peut ne pas être d'accord avec le message et la forme. Alliance peut ne pas partager cet avis ni la forme choisie. Cependant, ce syndicat ne peut vouloir faire disparaître cet œuvre, sans quoi c'est le débat lui-même qu'il veut faire disparaître. Une véritable censure.

NB : le maire de Grenoble ne peut pas ordonner de faire modifier une oeuvre sans l'accord de l'artiste.

## **SUD INTÉRIEUR**

### **DU FOND ET DE LA MÉTHODE**

### **POUR UNE AUTRE POLICE**

(1) <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/citoyennete/definition/droits/qu-est-ce-que-liberte-opinion.html>

(2) <https://www.mediapart.fr/journal/france/310516/violences-policieres-ouvrez-les-yeux>

(3) <http://www.ledauphine.com/isere-sud/2013/12/13/violation-du-secret-professionnel-la-cour-d-appel-annule-le-jugement>

(4) <https://www.mediapart.fr/journal/france/121011/depuis-2003-un-officier-tente-de-resister-aux-assauts-de-sa-hierarchie-policie>

(5) [http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id\\_article=3988](http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=3988)

(6) <https://www.mediapart.fr/journal/france/210616/le-pouvoir-politique-est-affaibli-face-au-pouvoir-policier>

(7) <https://www.sudinterieur.fr/2016/05/17/le-18-mai-2016-policiers-vous-ne-devez-pas-vous-tromper-dadversaires/>